



Pourquoi et comment le colonel Chaabani a été exécuté ?

(Suite de la page 5)

Le président Chadli Bendjedid charge, au début des années 1980, Abdelkrim Guehairia, officier de l'ALN et de l'ANP, cadre au ministère des Moudjahidine, de faire exhumer les corps des suppliciés qui sont enterrés au Carré des martyrs. (Bendjedid leur décernera, à titre posthume, les plus hautes distinctions honorifiques de l'Etat). Les critiques de plus en plus sévères de Chaabani finissent par le rendre persona non grata au troisième étage de la villa Jolly. L'heure attendue patiemment par Houari Boumediène vient enfin de sonner...

Pour séparer Chaabani de ses hommes, Ben Bella somme le chef d'état-major adjoint de rejoindre son poste. Ce dernier refuse et se retrancher au milieu de ses unités. Le ton monte entre les deux hommes. Les insultes fusent des deux côtés. «Tu n'es qu'un politicien cynique» est la réponse que vaut à Ben Bella sa décision (décret du 4 mars 1964) qui met fin à la qualité de membre de l'état-major de Chaabani. Un autre décret, signé le 2 juillet 1964, le casse de son grade de colonel.

Au plus fort de la crise, avant les décisions extrêmes prises par Ben Bella contre le chef de la Wilaya VI, beaucoup de personnalités, et à leur tête les colonels Zbiri et Hassen Khatib, tentent, en vain, une médiation. Chaabani est trop engagé pour reculer, d'autant que Houari Boumediène, craignant la réussite de ces bonnes volontés, et jouant à l'incendiaire, envoie Mohamed Zerguini, un des DAF les plus honnis par le chef de la Wilaya VI, pour prendre le commandement des unités fidèles à ce dernier.

Le président Gamal Abdenasser, craignant le pire pour son allié de toujours, Ahmed Ben Bella, décide de s'en mêler. Il délègue auprès de Chaabani son ambassadeur, Ali Khachaba. La réponse de Chaabani est très claire : «Dites à celui qui vous a mandaté mon respect et ma considération. Je suis convaincu que sa démarche est inspirée par son souci de la stabilité de l'Algérie, mais il m'est impossible de travailler avec un homme qui change dix fois par jour d'opinion.» Chaabani ne veut pas se rendre compte qu'il n'a plus d'allié dans la place, puisque Khider a dû également se retirer, forcé à l'exil par le comportement de Ben Bella. Il ne veut pas se rendre compte que ceux qui ont tenté une médiation ont fini par déclarer forfait du fait de l'intransigeance des deux parties. Fethi Dib, chef des Moukhabarate égyptiennes,

Le sulfureux Bencherif, renvoyé en Algérie par Krim en 1960, est blessé au cours d'un combat dans la région de Sour El Ghozlane, tandis que le capitaine Fellah, son compagnon, résiste jusqu'à la mort, lui, il lève les bras, se fait reconnaître et se rend aux forces françaises.

qui espère pouvoir régler «le problème Chaabani» par le ricochet de Genève, se rend en Suisse, pour demander, au nom du président Gamel Abdennasser, à Khider de restituer l'argent, dont il était un simple dépositaire, et dont il s'est emparé pour le mettre à «la disposition de l'opposition». Fethi Dib s'entend répondre : «Je suis un patriote. Je viens de refuser l'aide de Sa Majesté le roi du Maroc pour l'élimination de Ben Bella du pouvoir.

Mon problème est la manière avec laquelle Ben Bella gouverne l'Algérie. Tous les hommes qui osent émettre la moindre critique, y compris les anciens responsables historiques, sont foulés aux pieds et emprisonnés. Puisqu'il semble que le président Abdenasser jouirait d'une certaine considération auprès de Ben Bella, demandez-lui d'intervenir pour faire libérer les personnalités emprisonnées et pour que le président s'engage à mettre fin au pouvoir personnel. De la réponse que ce dernier lui donnera dépendra mon retour en Algérie.»

La réaction de Ben Bella à l'écoute du compte rendu de Fethi Dib montre que les ponts sont définitivement coupés avec ses opposants. Il dit à Fethi Dib : «Tous ceux qui sont emprisonnés seront jugés par un tribunal. Ils sont accusés de tentative de coup d'Etat. s'ils sont condamnés à mort, ils seront exécutés. Khider lui-même est impliqué».

Le président exhibe un document où il est question d'un projet de gouvernement avec

Ferhat Abbès, Khider, Boudiaf, Aït Ahmed, Ahmed Francis, Tewfik El Madani et Omar Ouzeguène et, bien sûr, Chaabani à la Défense nationale. La mission de Fethi Dib s'étant conclue par un échec, Ben Bella donne l'ordre de réduire Chabaani par la force.

La confrontation tourne à l'avantage des troupes gouvernementales, après quelques escarmouches qui font deux morts à El Kantara. Les unités de la Wilaya VI ne sont pas très motivées pour s'engager dans un combat fratricide. Chaabani a trop présumé de ses possibilités. Au bout de huit jours, il est arrêté.

L'HEURE DE AHMED BENCHERIF

Chaabani arrêté par les hommes de Saïd Abid est remis, sur ordre de Houari Bouediène, à Ahmed Bencherif. Il est transféré immédiatement à Djelfa, ligoté, les yeux bandés et couché de force sur le plancher d'une Land Rover, les pieds de son gardien, un ancien adjudant de l'armée française appelé Gigi, alias Mohand Akli, posés sur son corps tout le long du voyage. Ahmed Bencherif suit, derrière, dans une DS palace. Arrivé à Djelfa, Chaabani est d'abord interrogé sommairement par le même adjudant, sous le regard goguenard de Bencherif. Chaabani demande un café. Bencherif envoie un homme le ramener. Au moment où le prisonnier tend la main pour saisir la tasse, Bencherif

On ne peut comprendre l'indignation du successeur de si El Haouès de voir Ahmed Bencherif à la tête de la Gendarmerie nationale, si on oublie qu'il nourrit de graves soupçons sur l'implication du beau-père de Bencherif — le bachagha Ahmed Lahrèche en personne — dans le renseignement obtenu par l'armée française sur la présence dans la région du djebel Thameur, en mars 1959, des colonels Amirouche et si El Haouès.

lui en balance le contenu à la figure. «Ceci de la part d'un ancien de l'armée française !» Chaabani, aveuglé par le liquide, le cingle d'un terrible : «Abna Bariss youhinouna abna Badis», puis il se mure dans le silence.

Bencherif donne ensuite la véritable raison de l'étape de Djelfa quand il ajoute : «Tu as fait tuer combien des miens par ici ?» Il faut savoir que les bellounistes, au moment où ils avaient le vent en poupe dans la région, étaient les bienvenus chez le bachagha Lahrèche, beau-père de Bencherif, lequel, peut-être n'en pouvait mais.

Les «officiers» de Bellounis, ainsi que la majorité des chefs harkis qui combattaient l'ALN et qui sévissaient dans la région de Djelfa avaient table ouverte chez le bachagha Lahrèche. Après ce règlement de comptes personnel de Bencherif (les hommes de la Wilaya VI n'avaient pas fait dans le détail en combattant les traîtres de Bellounis),

Chaabani est tranféré sur Oran et incarcéré dans la prison militaire de Sidi El Houari, dans la cellule n°62. (Tout un symbole !) Dans les geôles voisines se trouvent Ahmed Taleb El Ibrahim, le capitaine Bouanani et peu de jours après Saïd Abadou.

Les membres de l'état-major de la Wilaya VI sont arrêtés et transférés à leur tour à Sidi El Houari, après un passage par «Dar ennekhl», la villa Sésini de Ben Bella. Le choix de la prison appelée «Sidi El Houari» n'est pas fortuit, sa sinistre réputation, due au régime carcéral moyenâgeux qui y est appliqué, est résumée par le nom qu'elle porte.

Le prisonnier doit ressentir à chaque heure du jour et de la nuit qu'il est livré sans défense à un système de murs, de portes massives, de gardiens aux visages froids, d'horaires immuablement fixes, mais qui, au-delà de ces apparences, possède une âme maléfique, terrifiante de venin insidieusement distillé, celle de l'homme au regard vipérin, dont elle porte le nom, fixé dans la pénombre du cachot sur sa victime terrassée.



MOHAMED HARBI, LE BIEN-PENSANT

Le 3 août 1964, Houari Boumediène signe, en qualité de vice-président du Conseil des ministres et ministre de la Défense nationale, le décret portant nomination des juges assesseurs devant faire partie de la cour martiale. Ce sont, dans l'ordre : le colonel Ahmed Bencherif, les commandants Abderrahmane Bensalem, Chadli Bendjedid et Saïd Abid.

Le président du tribunal, Mahmoud Zertal, conseiller à la cour d'appel, est désigné par le ministre de la Justice, Mohamed El Hadj Smain, par un autre décret signé le même jour. Ahmed

remets à Dieu.» Il réussira à épargner à ses compagnons d'infortune le sort qui va être, dans quelques heures, le sien.

Le colonel Chaabani est condamné à mort. La décision est prise à la majorité des voix, moins une voix, celle du futur président de la République, Chadli Bendjedid ! Bendjedid n'a pas voté la mort alors que Houari Boumediène lui a personnellement téléphoné pour lui recommander, au nom de Ben Bella, de n'avoir aucune pitié.

Les minutes du procès qui sont au ministère de la Justice en font foi. Chadli Bendjedid prendra sur lui de faire une ultime faveur à Chaabani, lui permettre de s'entretenir avant son exécution avec Cherif Kheiredine. Le condamné demande à son ami et compagnon de toujours de veiller à ce que sa mère soit soutenue dans l'épreuve et que son jeune frère, alors âgé de 15 ans, puisse poursuivre ses études Le décret portant décision de l'exécution de la sentence est signé le 3 août 1964, par Houari Boumediène, AVANT LA TENUE DU PROCÈS. Ce décret précise les modalités pratiques de l'exécution.

Houari Boumediène empêche le colonel Tahar Zbiri d'aller solliciter auprès de Ben Bella la grâce du condamné à mort. Tahar Zbiri passe outre l'interdiction de Boumediène. Dans l'illyou-chine 18 qui nous emmène au Caire pour une réunion des chefs d'Etat arabes, le 3 septembre au matin, le colonel Zbiri revient, encore une fois, à la charge auprès de Ben Bella. Il ignore que la décision de faire exécuter Chaabani a été prise et qu'elle est irrévversible ! Chadli Bendjedid, quand il évoque, à Tarf le 27 novembre 2008, avec quels termes injurieux l'appel à la clémence de Saïd Abid est reçu par Ben Bella, est encore au-dessous de la vérité.

Ben Bella ne demande qu'à une seule personne son avis sur l'opportunité politique de faire exécuter la sentence, à Mohamed Harbi. Le révolutionnaire véhément, devenu l'icône de la bien-pensance algérienne outre Méditerranée, conseillera, «dans l'intérêt de la Révolution» le rejet de la grâce. Harbi, le lendemain de la mort de Chaabani, dira son sentiment dans un éditorial incendiaire de *Révolution Africaine*. La décision de faire exécuter Mohamed Chaabani, alors que tout plaideait pour la grâce, est la résultante tragique de deux calculs. Ben Bella voulait adresser un avertissement à Boumediène : «Voilà ce qui t'attend si jamais...» Boumediène voulait que Ben Bella commette l'erreur de sa vie en mettant à mort un colonel de l'intérieur, acte qui provoquerait une réprobation horrifiée, surtout chez les moudjahidine. Le colonel Mohamed Chaabani meurt courageusement à 5 heures 14 du matin, le 3 septembre 1964, après avoir refusé d'avoir les yeux bandés et de demander son pardon à Ben Bella. Il regarde la mort en face. «A Dieu nous appart...» La salve qui lui fracasse la

Allié sincère et déterminé de Ben Bella, lors de la course vers Alger, au lendemain de l'indépendance, il se heurte à ce dernier qui a sa propre vision sur le pouvoir, sur la façon de le conquérir, comment l'exercer et avec quels hommes l'exercer.

«Houna El Djezaïr touhayikoum min Dar Ennekhl...».

La parodie de procès aligne les chefs d'inculpation : haute trahison, atteinte à l'intégrité du territoire, rébellion armée, association de malfaiteurs, etc. Chaabani, abasourdi par le déluge des fausses accusations qui s'abattent sur lui, est invité à dire un dernier mot, il s'exprime pour assumer la responsabilité de sa position. «j'ai défendu le bon droit de mon pays. Je m'en

poitrine le fait taire pour l'éternité... Le corps du supplicié subira le même sort que ceux des colonels Amirouche et El Haouès. Ahmed Bencherif refusera d'indiquer l'endroit où il l'a fait enterrer. La dépouille sera frappée de séquestre pendant 20 ans. La famille du colonel Chaabani remuera ciel et terre pour la retrouver, en vain.

*** Mahdi Chérif
officier retraité, ancien secrétaire général
de l'EMG ANP 1963 - 1967**